

Hier le privé, le 10 le public, demain Tous Ensemble !

Le 10 octobre sera une journée de lutte dans la fonction publique à l'appel des fédérations CGT, CFDT, CFE-CGC, CFTC, FA (Autonomes), FO, FSU, UNSA et Solidaires. Ce mouvement est le nôtre car lorsque le gouvernement s'attaque aux services publics, nous sommes tous attaqués.

Moins de services publics c'est moins de services rendus à la population !

On voit bien les dégâts occasionnés par la fermeture des bureaux de poste (ou simplement la réduction des horaires d'ouverture). La fermeture des hôpitaux et la baisse de l'offre de soins dans la région. Moins de services de proximité ce sont des difficultés accrues pour l'ensemble de la population mais cela peut être dramatique pour la fraction la plus fragile de la société comme les personnes âgées, les chômeurs etc.

Et le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) présenté le jeudi 28 septembre, prévoit 1,94 milliard d'économies pour 2018, soit 300 millions de plus qu'en 2017 :

- 750 millions d'euros d'économies sur les médicaments et les génériques.
- 470 millions d'euros d'économies avec le développement de la médecine ambulatoire pour réduire les durées d'hospitalisation.
- 160 millions d'euros d'économies par la réduction des dépenses des hôpitaux pour les ambulances
- 210 millions d'euros d'économies avec plus de contrôles des patients et professionnels de santé.
- Pour les opérations de prothèses de hanche un nouveau forfait ne prendrait plus en charge les ré-hospitalisations alors qu'elles sont fréquentes et nécessaires en raison des complications.
- Récupérer 100 millions d'euros avec un forfait hospitalier à 20 euros au lieu de 18 au 1^{er} janvier.

Ces mesures diminueront encore l'accès aux soins des plus pauvres dont la santé ne peut que se détériorer.

Exiger que les patrons règlent les cotisations sociales qu'ils doivent et en finir avec le chômage permettraient que les comptes de la Sécurité sociale soient équilibrés !

Cela nous concerne aussi car : en décidant de supprimer 140 000 contrats aidés, le gouvernement crée des difficultés importantes au bon fonctionnement des écoles, des EHPAD et toutes autres institutions dépendantes de ces emplois. Bien-sûr, nous sommes pour la transformation des contrats aidés en emplois fixes car ils sont très utiles à la population.

Enfin, dans une période où le chômage atteint des records avec 6 705 000 privés d'emploi, l'embauche dans les services publics devrait être une priorité. Qui n'a pas autour de lui un enfant, un parent ou un proche en situation précaire ou sans emploi ? **Personne !**

La CGT de Sochaux appelle tous ses militants, ses syndiqués et tous les salariés qui le peuvent à être solidaires du combat des salariés de la fonction publique en participant aux manifestations prévues parce que leur combat rejoint les intérêts de tous les salariés du secteur privé.

Rendez-vous est donc donné le 10 octobre à 14 heures au champ de foire à Montbéliard.

PUBLIC ! PRIVE, MEME COMBAT !